Article 11 : Indexation des retraites

1. ETAT DES LIEUX

1.1 CADRE GÉNÉRAL

L'indexation des retraites liquidées est un mécanisme qui permet de maintenir tout au long de leur vie le pouvoir d'achat dont bénéficient les assurés lors de leur départ en retraite. Sans un tel mécanisme, le montant des retraites se déprécierait progressivement par rapport à l'évolution des prix, entraînant une perte de pouvoir d'achat pour leurs titulaires.

La règle de revalorisation des retraites initialement prévue à l'article 71 de l'ordonnance de 1948, codifiée à l'article L. 344 du CSS, a été reprise par l'article L. 351-11, puis par l'article L. 161-25 (article pivot auquel renvoie l'article L. 161-23-1 concernant les retraites).

Actuellement, sauf dérogation, la revalorisation du montant de la retraite de l'ensemble des régimes fonctionnant en annuités¹ est encadrée par deux dispositions de niveau législatif auxquelles renvoient directement ou indirectement les dispositions applicables dans les différents régimes de retraite :

- L'article L. 161-23-1 du CSS prévoit le principe, le rythme (annuel) et la date de revalorisation (1^{er} janvier de chaque année) des retraites de base ;
- L'article L. 161-25 du CSS précise que la revalorisation est fondée sur l'évolution de la valeur moyenne des indices de prix mensuels (hors tabac) calculée sur les 12 derniers mois. Le coefficient de revalorisation correspond donc à l'évolution de la valeur moyenne de l'indice des prix à la consommation, publié par l'INSEE, calculé sur la période de novembre N-1 à octobre N (par rapport à la valeur moyenne de l'indice sur la période novembre N-2 à octobre de l'année N-1).

L'indice retenu pour revaloriser les retraites liquidées et la date de cette revalorisation ont subi plusieurs évolutions dont les principales sont rappelées ci-dessous.

La revalorisation des retraites était fondée jusqu'en 1993 sur l'évolution du salaire moyen. Ainsi, la loi n°48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance vieillesse prévoyait que le coefficient de revalorisation correspondait au rapport du salaire moyen des assurés pour l'année écoulée et l'année considérée tel qu'il résulte de la masse de cotisations encaissées et de l'effectif des assurés. De 1987 à 1992, le législateur a fixé directement et annuellement le coefficient de revalorisation des retraites, à un niveau correspondant à l'inflation.

Depuis la loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale, le coefficient de revalorisation des retraites des régimes du secteur privé est fixé en fonction de l'évolution des prix à la consommation (hors tabac) déterminé par l'INSEE. Cette règle a été étendue aux régimes du secteur public par la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

¹ Hormis la CRPNPAC et la CNBF

La réforme de 2003 avait également prévu la possibilité pour une conférence de revalorisation composée de partenaires sociaux et présidée par le ministre chargé de la sécurité sociale, de proposer une correction au taux de revalorisation de l'année suivante pour le plus prochain PLFSS. Le champ d'intervention de cette conférence, initialement circonscrit aux régimes alignés a été étendu aux régimes de la fonction publique et aux régimes spéciaux par la LFSS pour 2009. Cette prérogative a ensuite été confiée au comité de pilotage des régimes de retraite par la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites, jusqu'à son abrogation par la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

Après une période au cours de laquelle était retenu tout d'abord l'évolution prévisionnelle de l'inflation pour l'année N et l'application d'un correctif sur cette même année au titre de l'écart à la prévision de l'année N-1, la LFSS pour 2016 (article 57) a prévu que serait désormais retenu un indice constaté ex post correspondant aux dernières données d'inflation (hors tabac) publiées par l'INSEE et appréciées en moyenne annuelle sur les douze derniers mois.

Cette règle, inscrite actuellement à l'article L. 161-25 du CSS, s'accompagne d'une règle proscrivant toute revalorisation à la baisse des retraites. Ce « bouclier » permet de fixer un plancher au coefficient de revalorisation des prestations fixé à 1, ainsi en cas d'inflation négative sur la période de référence prise en compte, les montants des prestations sont préservés à leur niveau antérieur sans application du taux négatif.

La date de revalorisation des retraites initialement fixée au 1^{er} avril de chaque année par la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance vieillesse, a été décalée à plusieurs reprises. Une double revalorisation intervenant au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet a ainsi été prévue par le décret n° 73-1212 du 29 décembre 1973 et a été aménagée, tout en maintenant les mêmes dates, par le décret n° 82-1141 du 29 décembre 1982. La loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 a pour sa part retenu une date de revalorisation unique fixée au 1^{er} janvier de chaque année. Cette date a ensuite été décalée au 1^{er} avril à compter de l'année 2009 (article 79 de la LFSS pour 2009). La loi du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites a reculé cette date au 1^{er} octobre. Enfin, l'article 41 de la LFSS pour 2018 a prévu que la revalorisation interviendrait au 1^{er} janvier à compter de l'année 2019.

S'agissant des régimes complémentaires fonctionnant en points, les retraites sont recalculées chaque année en fonction de l'évolution de la valeur de service du point. La fixation des coefficients de revalorisation relève des conseils d'administration des organismes.

1.2 CADRE CONSTITUTIONNEL ET CONVENTIONNEL

Aux termes du onzième alinéa du Préambule de 1946, la Nation « garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ». Le Conseil constitutionnel en a déduit, notamment dans sa décision n° 2010-617 DC du 9 novembre 2010, que « l'exigence constitutionnelle résultant des dispositions précitées implique la mise en œuvre d'une politique de solidarité nationale en faveur des travailleurs retraités ; qu'il est cependant possible au législateur, pour satisfaire à cette exigence,

de choisir les modalités concrètes qui lui paraissent appropriées ; qu'en particulier, il lui est à tout moment loisible, statuant dans le domaine qui lui est réservé par l'article 34 de la Constitution, de modifier des textes antérieurs ou d'abroger ceux-ci en leur substituant, le cas échéant, d'autres dispositions ; qu'il ne lui est pas moins loisible d'adopter, pour la réalisation ou la conciliation d'objectifs de nature constitutionnelle, des modalités nouvelles dont il lui appartient d'apprécier l'opportunité ; que, cependant, l'exercice de ce pouvoir ne saurait aboutir à priver de garanties légales des exigences de caractère constitutionnel ».

1.3 ELÉMENTS DE DROIT COMPARÉ

Le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) a mené une étude comparative des modes de revalorisation en France et à l'étranger¹ portant sur dix pays choisis pour la diversité de leurs systèmes de retraite : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède. S'agissant des retraites liquidées, le COR a montré qu'elles sont en général revalorisées selon l'inflation que ce soit dans le panel des pays étudiés mais également plus largement au sein de l'OCDE.

Le COR relève la situation particulière de la Suède qui applique également le principe de revalorisation des retraites sur les prix mais l'applique qu'en moyenne sur longue période, et seulement dans l'hypothèse où le salaire moyen réel évolue sur longue période conformément au rythme anticipé puisque le coefficient appliqué correspond à l'évolution du salaire moyen brut moins 1,6 %, cette dernière valeur correspondant à l'hypothèse d'évolution du salaire moyen sur longue période (en termes réels). Ce mode d'indexation revient – si l'hypothèse d'évolution du salaire moyen est égale à 1,6 % par an en moyenne sur longue période est bien vérifiée – à une revalorisation des retraites sur les prix. En revanche, si le rythme de croissance du salaire moyen réel s'avère plus fort ou plus faible que le rythme supposé a priori, le mode d'indexation revient à une revalorisation respectivement plus forte ou plus faible que l'inflation.

Quatre pays s'écartent de la règle de revalorisation sur les prix :

- L'Allemagne où la revalorisation est fonction de l'évolution du salaire net, un facteur, lié au rapport démographique, pouvant toutefois être appliqué jusqu'au gel de la valeur du point retraite ;
- Les Pays-Bas qui revalorisent les retraites en fonction d'un indice de salaire brut ;
- Le Royaume-Uni qui a adopté une règle mixte conduisant à revaloriser les retraites sur la base du maximum entre l'évolution des prix, l'évolution des salaires nominaux et une norme égale à + 2,5 %. Cette règle ne s'applique qu'à la pension de base forfaitaire représentant seulement 25 % du salaire moyen lorsqu'elle est complète ;
- L'Espagne qui prévoit que la revalorisation annuelle du montant des retraites est égale à la différence entre le taux de croissance des recettes de la sécurité sociale et le taux de croissance des retraites versées (liée à l'augmentation du nombre de retraités et au niveau plus élevé des pensions des nouveaux retraités par rapport aux pensions des retraités décédés), à laquelle s'ajoute un terme proportionnel au solde financier du système de retraite. En conséquence, si un déficit est observé, la revalorisation finale est moindre. Cependant, le

¹ Séance plénière du 11 février 2015 « La revalorisation des pensions et des droits à la retraite : problématique et résultats de projection »

Gouvernement espagnol a introduit des bornes à ce facteur de revalorisation annuelle : les retraites ne peuvent pas augmenter de moins de 0,25 % en valeur nominale et de plus de 0,5 % en termes réels.

Pays	Modalités de revalorisation des retraites
Allemagne	Salaires nets de cotisation retraite <i>un facteur, lié au rapport démographique, peut être appliqué jusqu'au gel de la valeur du point de retraite</i>
Belgique	Prix
Canada	<i>Prix une procédure, lié à la situation financière du régime à long terme, peut induire un gel des retraites jusqu'au retour à l'équilibre</i>
Espagne	Evolution des recettes, des dépenses et situation financière à court terme du régime <i>la revalorisation ne peut être inférieure à 0,25 % en nominal ; ni excéder 0,5 % en réel</i>
Etats-Unis	Prix
Italie	Prix
Japon	<i>Prix un facteur, lié au rapport démographique, peut être appliqué jusqu'au gel des retraites</i>
Pays-Bas	Salaires
Royaume-Uni	Max (prix ; salaires ; 2,5 %)
Suède	Salaires – 1,6 % (réel) <i>un facteur, lié à la situation financière du régime à long terme, peut être appliqué, sans limite d'effet</i>

2. NÉCESSITÉ DE LÉGIFÉRER ET OBJECTIFS POURSUIVIS

2.1 NECESSITE DE LEGIFERER

La création du système universel de retraite nécessite de définir au niveau de la loi les modalités de revalorisation des retraites liquidées. En effet, le principe de revalorisation est aujourd'hui et depuis 1948 fixé par des dispositions de niveau législatif.

Les retraites liquidées dans le système universel resteront indexées sur l'inflation comme le prévoit aujourd'hui l'article L. 161-25 du code de la sécurité sociale. Le présent article prévoit toutefois la possibilité pour les partenaires sociaux de déroger à cette règle par délibération du conseil d'administration de la caisse nationale du système universel. Cette dérogation à une règle de niveau législatif doit par nature également être prévue au niveau législatif.

2.2 OBJECTIFS POURSUIVIS

La définition d'un cadre juridique applicable à l'ensemble des retraites relevant du système universel, suppose de définir leurs modalités de revalorisation.

Afin de maintenir le pouvoir d'achat des retraités, le présent article propose le principe d'une indexation sur l'inflation des retraites liquidées.

Par ailleurs, compte tenu de la place centrale dévolue aux partenaires sociaux dans la gouvernance du système universel de retraite, le présent article prévoit que le conseil d'administration de la caisse nationale du système universel pourra décider de fixer un coefficient de revalorisation différent de celui résultant de l'inflation.

Il rend applicable l'article L. 161-25 du code de la sécurité sociale qui prévoit que le coefficient de revalorisation ne pourra en tout état de cause être inférieur à un, empêchant ainsi toute baisse nominale du montant des retraites afin de protéger les retraités en cas de mauvaise conjoncture. Cette garantie s'appliquera également lorsque le taux de revalorisation sera fixé par le conseil d'administration de la caisse nationale du système universel compte tenu des dispositions prévues par l'article 55 du présent projet de loi.

3. OPTIONS ENVISAGÉES ET DISPOSITIF RETENU

3.1 OPTIONS ENVISAGÉES

3.1.1. Revaloriser les retraites liquidées en fonction de l'évolution des revenus et non des prix

Le présent article aurait pu prévoir d'indexer les retraites une fois liquidées non sur l'évolution des prix mais sur celle des revenus, à l'instar de la règle retenue pour l'indexation des valeurs d'achat et de service du point.

Toutefois, le choix d'indexer les retraites sur l'inflation vise essentiellement à maintenir constant dans le temps le pouvoir d'achat de l'assuré lors de son départ à la retraite. Par ailleurs, l'instauration d'une possibilité pour les partenaires sociaux de retenir, par dérogation, une revalorisation fondée sur l'évolution des salaires ajustée d'une variable, permettra le cas échéant de tenir compte des circonstances particulières qui pourraient justifier de s'éloigner de l'inflation.

Par ailleurs, les retraites déjà liquidées avant l'instauration du système universel de retraite, qui auront vocation à être revalorisées à l'avenir comme celles qui sont régies par le nouveau dispositif, ont été constituées dans un système paramétré pour être revalorisées en fonction de l'inflation. En outre, les nouvelles règles ne doivent pas conduire à modifier la situation des retraités actuels. Aussi, retenir un indice différent que celui déjà appliqué aux retraites liquidées aurait introduit une inéquité intergénérationnelle.

Enfin, pour maintenir le même niveau global de dépenses sur le cycle de vie, si une revalorisation des retraites fondée sur l'évolution des salaires avait été retenue, le taux de remplacement lors du départ en retraite aurait dû être diminué. Aussi, les assurés dont l'espérance de vie est plus faible que la moyenne de leur génération, auraient été particulièrement défavorisés.

3.1.2. Ne pas prévoir de rôle de la gouvernance du système universel de retraite en matière d'indexation des retraites

Il aurait été possible de ne pas accorder de pouvoirs au conseil d'administration de la caisse nationale du système universel en matière d'indexation des retraites.

Toutefois, les partenaires sociaux auraient dans ce cas été privés d'un levier concourant à la mission de pilotage de la trajectoire financière du système de retraite qui leur est dévolue par le présent projet de loi. L'engagement du Gouvernement d'instaurer une véritable « coresponsabilité » entre l'Etat et les partenaires sociaux dans le pilotage du système de retraites n'aurait donc pas été respecté.

3.1.3. Ne pas instaurer de plancher dans la fixation du coefficient de revalorisation

Il aurait été possible de ne pas prévoir de mécanisme correctif et d'autoriser, en cas de conjoncture dégradée, que les retraites puissent subir une baisse de leur valeur nominale.

Cette option aurait été contraire aux engagements pris par le Gouvernement de garantir que le niveau des retraites liquidées ne baissera pas.

3.2 DISPOSITIF RETENU

Le présent article prévoit que les retraites liquidées seront revalorisées, dans le système universel de retraite, chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'évolution de l'inflation. Il maintient donc la règle actuelle de revalorisation des retraites et renvoie à l'article L. 161-25 du code de la sécurité sociale aux termes duquel le coefficient de revalorisation dépend de l'évolution de la valeur moyenne des indices de prix mensuels (hors tabac) calculée sur les 12 derniers indices mensuels publiés par l'INSEE l'avant-dernier mois précédant la revalorisation.

Ainsi, le mécanisme retenu permettra d'une part de garantir le maintien du pouvoir d'achat des retraites, et d'autre part, d'assurer la soutenabilité financière à long terme du système universel, au travers des pouvoirs confiés aux partenaires sociaux qui pourront choisir de déroger à cette règle, selon les modalités prévues pour la gouvernance du système universel, et dans le respect de sa trajectoire financière pluriannuelle. Si le taux décidé par le conseil d'administration est inférieur à l'inflation, il devra être validé par le législateur.

Enfin, le présent projet de loi comme l'article L. 161-25 du CSS prévoient des dispositions garantissant que le montant des retraites ne pourra en tout état de cause pas baisser.

4. ANALYSE DES IMPACTS DES DISPOSITIONS ENVISAGÉES

4.1. IMPACTS JURIDIQUES

4.1.1. Impacts sur l'ordre juridique interne

Le présent article insère un nouvel article L. 191-6 au sein du chapitre I^{er} (« Calcul de la retraite et modalités de constitution des droits ») du nouveau titre IX du livre I^{er} du code de la sécurité sociale.

Cet article prévoit les modalités d'indexation des retraites liquidées dans le système universel de retraite, à la place des règles actuellement applicables qui seront abrogées.

4.1.2. Articulation avec le droit international et le droit de l'Union européenne

La mesure proposée ne constitue pas une mesure d'application du droit de l'Union Européenne et n'est pas incompatible avec les normes de droit conventionnel ou de droit dérivé. Elle respecte également la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH).

4.2. IMPACTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

4.2.1. Impacts macroéconomiques

L'impact économique global du système universel de retraite est retracé dans l'introduction générale.

4.2.2. Impacts financiers

Chronique des revalorisations des retraites de base

Année	Date	Taux de revalorisation
1992	1 ^{er} janvier	1 %
	1 ^{er} juillet	1,80 %
1993	1 ^{er} janvier	1,30 %
1994	1 ^{er} janvier	2 %
1995	1 ^{er} janvier	1,20 %
	1 ^{er} juillet	0,50 %
1996	1 ^{er} janvier	2 %
1997	1 ^{er} janvier	1,20 %
1998	1 ^{er} janvier	1,10 %
1999	1 ^{er} janvier	1,20 %
2000	1 ^{er} janvier	0,50 %
2001	1 ^{er} janvier	2,20 %
2002	1 ^{er} janvier	2,20 %

2003	1 ^{er} janvier	1,50 %
2004	1 ^{er} janvier	1,70 %
2005	1 ^{er} janvier	2 %
2006	1 ^{er} janvier	1,80 %
2007	1 ^{er} janvier	1,80 %
2008	1 ^{er} janvier	1,10 %
	1 ^{er} septembre	0,80 %
2009	1 ^{er} avril	1 %
2010	1 ^{er} avril	0,90 %
2011	1 ^{er} avril	2,10 %
2012	1 ^{er} avril	2,10 %
2013	1 ^{er} avril	1,30 %
2014	1 ^{er} octobre	0 %
2015	1 ^{er} octobre	0,1 %
2016	1 ^{er} octobre	0 %
2017	1 ^{er} octobre	0,8 %
2018	/*	0 %
2019	1 ^{er} janvier	0,3 %**
2020	1 ^{er} janvier	0,3 à 1 %***

* décalage de la date de revalorisation du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier à compter de 2019

** revalorisation maîtrisée prévue par l'article 68 du PLFSS pour 2019

*** revalorisation différenciée selon le montant total de retraite perçu en 2019, application de 5 taux : 0,3%, 0,4%, 0,6%, 0,8% ou 1% (inflation).

Chronique des revalorisations des retraites complémentaires AGIRC-ARRCO

Année	Date	Taux de revalorisation ARRCO	Taux de revalorisation AGIRC
1999	1 ^{er} janvier		0,40 %
	1 ^{er} avril	0,90 %	
2000	1 ^{er} janvier		0 %
	1 ^{er} avril	0,80 %	

2001	1 ^{er} avril	1,90 %	2,29 %
2002	1 ^{er} avril	1,60 %	1,60 %
2003	1 ^{er} avril	1,60 %	1,58 %
2004	1 ^{er} avril	1,76 %	1,74 %
2005	1 ^{er} avril	2,00 %	2,02 %
2006	1 ^{er} avril	1,65 %	1,65 %
2007	1 ^{er} avril	1,71 %	1,70 %
2008	1 ^{er} avril	1,46 %	1,45 %
2009	1 ^{er} avril	1,30 %	1,31 %
2010	1 ^{er} avril	0,72 %	0,72 %
2011	1 ^{er} avril	2,11 %	0,40 %
2012	1 ^{er} avril	2,30 %	2,29 %
2013	1 ^{er} avril	0,80 %	0,51 %
2014	1 ^{er} avril	0%	0%
2015	c	0 %	0 %
2016	1 ^{er} novembre	0 %	0 %
2017	1 ^{er} novembre	0 %	0 %
2018	1 ^{er} novembre	0,6 %	0,6 %
2019	1 ^{er} novembre	1 %	

4.2.3. Impacts sur les entreprises

Le présent article n'a pas d'impact spécifique sur les employeurs.

4.2.4. Impacts sur les assurés

La mesure proposée permettra aux retraités de bénéficier, dans le système universel de retraite, comme aujourd'hui, d'une indexation de leurs retraites sur l'inflation afin de maintenir leur pouvoir d'achat tout au long de leur vie.

Les partenaires sociaux pourront décider d'une autre modalité d'indexation des retraites dès lors qu'elle demeure compatible avec le respect de la trajectoire financière pluriannuelle du système universel et qu'elle ne conduit pas à une baisse de la valeur nominale des pensions.

4.3. IMPACTS SOCIAUX

4.3.1. Impacts sur la société

L'impact social du système universel de retraite est retracé dans la partie 3 de la présente étude d'impact.

5. CONSULTATIONS ET MODALITÉS D'APPLICATION

5.1 CONSULTATIONS MENÉES

Les consultations menées sur l'ensemble du projet de loi sont listées dans le tableau en introduction.

5.2 MODALITÉS D'APPLICATION

5.2.1 Application dans le temps

Les nouvelles règles prévues par le présent article entrent en vigueur dans les conditions prévues par l'article 63.

5.2.2 Application dans l'espace

Les modalités d'application outre-mer du système universel de retraite sont définies à l'article 64.

5.2.3 Textes d'application

L'application du présent article ne suppose pas la publication de textes d'application.

Article 12 : DAI et service aux assurés

1. ETAT DES LIEUX

1.1 CADRE GÉNÉRAL

Dans le système actuel où près de la moitié des nouveaux retraités¹ sont des polypensionnés relevant de plusieurs régimes de base et où les assurés du secteur privé perçoivent une pension d'au moins un régime de base et un régime complémentaire, la simplification des démarches des assurés a nécessité une coordination accrue entre régimes et le développement de services communs.

Initialement centré sur le droit à l'information des assurés consacré par la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, le service aux assurés a progressivement été renforcé et enrichi, sous l'égide du Groupement d'intérêt public « Union retraite » (GIP UR) qui a succédé en 2014 au GIP « Info retraite » créé en 2003.

Le service aux assurés est au cœur des missions du GIP « Union retraite ». Chargé d'assurer la coordination et le pilotage de l'ensemble des projets inter-régimes de simplification et de mutualisation ayant pour objet d'améliorer les relations des régimes de retraite avec leurs usagers, le GIP UR assure notamment le pilotage du projet majeur de répertoire de gestion des carrières unique (RGCU). Par ailleurs, la montée en charge d'un programme de services aux assurés s'est traduit, en mars 2019, par l'ouverture d'un télé service de demande de retraite en ligne unique, projet phare de l'inter-régimes.

Le droit à l'information sur la retraite

Le droit à l'information sur la retraite, cœur de métier historique du GIP Union retraite est aujourd'hui le fruit d'une coopération réussie entre régimes au service de l'assuré.

Le relevé de situation individuelle (RIS) et l'estimation indicative globale (EIG)

La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites prévoit l'envoi tous les cinq ans, lors de « campagnes systématiques », d'un relevé de situation individuelle (RIS) et d'une estimation indicative globale (EIG) aux assurés :

Le relevé de situation individuelle est un relevé de carrière commun à tous les régimes, envoyé systématiquement aux assurés à 35, 40, 45 et 50 ans. Il retrace la situation de l'assuré au regard de ses droits à la retraite et comprend notamment :

- un tableau indiquant le nombre de trimestres pour chaque régime de base, avec un total tout régimes écrité ;
- un tableau donnant les informations propres à chaque régime complémentaire (nombre de points...)

¹ Note DREES-BRET 17-05 pour le COR, février 2017. 44 % des femmes et 55 % des hommes âgés de 66 ans début 2016, ont été affiliés à plusieurs régimes au cours de leur carrière.